

[fin](#)

Publié le : 2020-05-26

Numac : 2020041405

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

Administration générale Expertise et Support Stratégiques. - Service Règlements. -
Accord amiable entre les autorités compétentes de la France et de la Belgique concernant
les travailleurs transfrontaliers dans le contexte de la lutte contre la propagation du
COVID-19

En application de l'article 24 de la Convention entre la France et la Belgique du 10 mars
1964 tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance
administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, telle que modifiée
par les Avenants du 15 février 1971, du 8 février 1999, du 12 décembre 2008 et du 7 juillet
2009 (« la Convention ») et des dispositions applicables en vertu du paragraphe 3 de l'article
16 de la Convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux
conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de
bénéfices (« la CML ») signée à Paris le 7 juin 2017, les autorités compétentes des deux
Etats contractants ont conclu un accord amiable concernant les revenus visés au
paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention (« l'Accord ») à la suite des mesures prises
dans le contexte de lutte contre la propagation du COVID-19.

Conformément à la procédure d'accord amiable visée à l'article 24 de la Convention et des
dispositions applicables en vertu de la première phrase du paragraphe 3 et du i) du c) du
paragraphe 4 de l'article 16 de la CML, qui prévoit que les autorités compétentes s'efforcent
de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu
notamment, l'application de la Convention ;

Considérant les recommandations et consignes des autorités publiques françaises et belges
invitant les personnes physiques à rester à leur domicile afin de lutter contre la propagation
du COVID-19 ;

Considérant que l'épidémie liée au COVID-19 présente un caractère exceptionnel et
ponctuel ayant entraîné la mise en place de mesures elles-mêmes exceptionnelles,
destinées à combattre la propagation de cette épidémie et que, en vertu des consignes
sanitaires émises par les gouvernements des deux Etats, la plupart des personnes
physiques résidentes d'un Etat qui, avant la mise en place desdites mesures, exerçaient
habituellement leur activité personnelle (« activité ») dans l'autre Etat sont amenées à
exercer cette activité - à temps plein ou à temps partiel - depuis leur domicile situé dans le
premier Etat ;

Rappelant par ailleurs que pour les personnes physiques résidentes de France qui
bénéficient du régime prévu par le protocole additionnel relatif aux travailleurs frontaliers,
ajouté à la Convention par l'article 2 de l'Avenant du 12 décembre 2008, l'épidémie liée au
COVID-19 représente un cas de force majeure en dehors de la volonté de l'employeur et du
travailleur en vertu duquel les jours pendant lesquels le travailleur frontalier reste à son

domicile ne sont pas comptabilisés dans le quantum de jours de sorties de la zone frontalière, en application du i) du b) du 7 dudit protocole ;

Les autorités compétentes de la France et de la Belgique sont convenues de ce qui suit : A titre exceptionnel et provisoire, il est admis que, pour l'application du paragraphe 1 de l'article 11, les jours durant lesquels une personne physique travaille à domicile dans son Etat de résidence, uniquement en raison des mesures prises pour lutter contre la propagation du COVID-19, peuvent être considérés comme des jours travaillés dans l'Etat dans lequel la personne aurait exercé son activité source des traitements, salaires et autres rémunérations analogues (« revenus ») en l'absence de ces mesures, sous réserve que cet Etat impose effectivement lesdits revenus.

Cette possibilité est ouverte par le présent Accord aux personnes physiques résidentes d'un Etat contractant qui exercent habituellement, à temps plein ou à temps partiel, leur activité dans l'autre Etat et qui, à compter de la prise d'effet de l'Accord, perçoivent des revenus au titre de l'activité exercée, depuis leur domicile.

L'Accord ne s'applique pas aux jours pendant lesquels la personne aurait travaillé à domicile ou dans un Etat tiers, en l'absence des mesures prises pour lutter contre le COVID-19. Par conséquent les jours de télétravail qui étaient déjà prévus avant la mise en place des mesures particulières, par le contrat de travail ou en accord avec l'employeur, ne sont pas couverts par le présent Accord.

Si le contribuable souhaite faire application de l'Accord, il s'engage à l'appliquer de manière cohérente dans les deux Etats contractants et à tenir à la disposition de l'administration une attestation de son employeur indiquant le nombre de jours travaillés à son domicile du seul fait des consignes sanitaires gouvernementales pour lesquels il a perçu des revenus. En faisant application de l'Accord, le contribuable accepte que ces revenus soient effectivement imposés dans l'Etat contractant où il aurait exercé l'activité sans les mesures prises pour combattre la pandémie COVID-19.

Le présent Accord entre en vigueur le jour suivant sa signature par les deux autorités compétentes. Ses dispositions prennent effet à compter du 14 mars 2020 et s'appliquent jusqu'au 30 juin 2020 inclus.

A partir du 1^{er} juillet, l'application du présent Accord sera prolongée jusqu'à la fin de chaque mois si les deux autorités compétentes en conviennent par écrit au moins une semaine avant le début du mois.

Le présent Accord ainsi que toute extension de celui-ci seront publiés au Moniteur belge.
A Paris le 15 mai 2020.

Pour l'autorité compétente française

Gaël Perraud

Sous-directeur

A Malines le 15 mai 2020.

Pour l'autorité compétente belge

Piet De Vos

Conseiller général

[debut](#)

Publié le : 2020-05-26

Numac : 2020041405

[end](#)

Published on: 2020-05-26

Numac: 2020041405

FEDERAL FINANCES PUBLIC SERVICE

General administration Strategic Expertise and Support. - Regulation Service. -

Amicable agreement between the competent authorities of France and Belgium concerning cross-border workers in the context of combating the spread of COVID-19

Pursuant to Article 24 of the Convention between France and Belgium of March 10 1964 for the avoidance of double taxation and the establishment of assistance rules reciprocal administrative and legal matters relating to income taxes, as amended by the Endorsements of February 15, 1971, February 8, 1999, December 12, 2008 and July 7 2009 (“the Convention”) and applicable provisions under paragraph 3 of the article 16 of the Multilateral Convention for the implementation of measures relating to tax treaties to prevent the erosion of the tax base and the transfer of benefits (“the CML”) signed in Paris on June 7, 2017, the competent authorities of the two Contracting States have concluded an amicable agreement concerning the income referred to in Article 11, paragraph 1, of the Convention (“the Agreement”) following the measures taken in the context of controlling the spread of COVID-19.

In accordance with the mutual agreement procedure referred to in Article 24 of the Convention and provisions applicable under the first sentence of paragraph 3 and i) of c) of the paragraph 4 of Article 16 of the CML, which provides that the competent authorities shall endeavor to resolve difficulties or dispel doubts that may give rise to in particular, the application of the Convention;

Considering the recommendations and instructions of the French and Belgian public authorities inviting natural persons to stay at home in order to combat the spread COVID-19;

Considering that the COVID-19 epidemic is exceptional and

punctual having led to the implementation of exceptional measures themselves, intended to combat the spread of this epidemic and that under the instructions sanitary facilities issued by the governments of the two states, most people physical residents of a State who, before the implementation of the said measures, exercised their personal activity (“activity”) in the other State is usually caused by exercise this activity - full-time or part-time - from their domicile located in the first state;

Recalling moreover that for natural persons resident in France who benefit from the system provided for in the additional protocol relating to frontier workers, added to the Convention by article 2 of the Amendment of December 12, 2008, the epidemic linked to COVID-19 represents a case of force majeure beyond the will of the employer and the worker under which days the frontier worker remains at his

Page 2

are not counted in the quantum of days leaving the zone border, in application of i) of b) of 7 of said protocol;

The competent authorities of France and Belgium have agreed as follows:

Exceptionally and provisionally, it is recognized that, for the purposes of paragraph 1 of Article 11, the days during which a natural person works at home in his State of residence, solely because of the measures taken to combat spread of COVID-19, can be considered days worked in the state in which the person would have exercised his activity source of wages, salaries and others similar remuneration (“income”) in the absence of these measures, provided that this State actually taxes said income.

This possibility is open by this Agreement to natural persons resident in a Contracting State which habitually exercise their activity, full-time or part-time in the other State and which, as of the effective date of the Agreement, receive income from title of the activity carried out, from their domicile.

The Agreement does not apply to the days when the person worked at home or in a third State, in the absence of the measures taken to combat COVID-19. By therefore the telework days that were already scheduled before the implementation of the specific measures, by the employment contract or in agreement with the employer, are not covered by this Agreement.

If the taxpayer wishes to apply the Agreement, he undertakes to apply it in a manner consistent in the two Contracting States and to keep at the disposal of the administration a certificate from his employer indicating the number of days worked at his home alone made government health directives for which he received income. In applying the Agreement, the taxpayer accepts that this income is actually

taxed in the Contracting State where he would have exercised the activity without the measures taken to fight the COVID-19 pandemic.

This Agreement shall enter into force on the day following its signature by the two authorities competent. Its provisions take effect from March 14, 2020 and apply until June 30, 2020 inclusive.

From 1st July the implementation of this Agreement will be extended until the end of each month if both competent authorities agree in writing at least one week before the start of the month.

This Agreement and any extension thereof will be published in the Belgian Official Gazette. In Paris on May 15, 2020.

For the French competent authority

Gaël Perraud

Assistant Director

In Mechelen on May 15, 2020.

For the Belgian competent authority

Piet De Vos

General Counsel